

Assurance

▶ BTPlus

SARL SHONKY
IVANOV ATANAS
8 RUE DE L ETANG NEUF
22720 PLESIDY FR

Votre agent général

M MACE ROMAIN
5B RUE DES PONTS ST MICHEL
22200 GUINGAMP
Tél : 02 96 40 01 46
Fax : 02 96 21 05 38
E-mail : AGENCE.ROMAINMACE@AXA.FR
Portefeuille : 22092144

Vos références :

Contrat n° 5014968104
Code client n° 2785222204

ATTESTATION

Le 25 juin 2012

AXA FRANCE IARD atteste que la personne dont l'identité est mentionnée ci-dessus est titulaire du contrat BTPlus n°**5014968104**, à effet du **23 mai 2011** garantissant :

Pour les chantiers ouverts postérieurement au **1er mars 2012** jusqu'au **1er mars 2013**

Sa responsabilité civile décennale découlant des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil, qu'elle peut encourir en sa qualité de constructeur telle que visée au 1er alinéa de l'article 1792-1 du même code, pour les travaux de construction soumis à l'obligation d'assurance.

Cette garantie est conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant l'assurance de responsabilité obligatoire dans le domaine des travaux de construction tel que prévu par les articles L.241-1 et L.241-2 du Code des Assurances, et, fonctionne selon les règles de la capitalisation.

Lorsque l'assuré est sous-traitant, le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après la réception au sens des articles 1792-6 du même code, dès lors que sa responsabilité est engagée du fait des travaux de construction qu'il a réalisés, à l'exclusion de ceux visés à l'article L 243-1-1 du Code des Assurances.

Cette garantie est gérée selon le régime de capitalisation.

Pour les réclamations notifiées à l'assureur à compter du **23 mai 2011** et qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, la responsabilité qu'elle peut encourir en qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 €

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche – 92727 Nanterre Cedex - 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA – art. 261-C CGI – sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Les dommages de nature décennale qui compromettent la solidité des ouvrages de construction non soumis à l'obligation d'assurance.

Les dommages subis après réception par les éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire à la réalisation duquel l'assuré a contribué.

Les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception et dont la responsabilité incombe à l'assuré.

Les dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs, et dont la responsabilité incombe à l'assuré.

Les dommages immatériels résultant directement d'un dommage entraînant le versement d'une indemnité au titre des garanties citées aux articles 2.8, 2.9, 2.10, 2.12, 2.13, ou 2.14 des conditions générales.

Les préjudices causés aux tiers, avant ou après réception.

Les dommages matériels accidentels en cours de chantier à sa charge et atteignant les travaux objet de son marché (**pour les seules garanties figurant au tableau ci-après**), lorsqu'ils surviennent :

entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration du contrat
et
entre la date d'ouverture du chantier et celle de la réception.

CE CONTRAT A POUR OBJET DE GARANTIR :

Les travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN) ou à des règles professionnelles acceptées par la C2P

Les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation " vert " en cours de validité

Les travaux de l'assuré relevant de ses activités indiquées aux conditions particulières du contrat et rappelées ci-après

Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction dont le coût global (*) de construction tous corps d'état TTC y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à **15 000 000 €**

Toutefois, ce coût est porté à **30 000 000 €** pour autant que l'assuré bénéficie d'une garantie au titre d'un Contrat Collectif Responsabilité Décennale (CCRD), conforme à l'article R.243-1 du Code des Assurances et à l'annexe III de l'article A.243-1 du même code.

Le coût définitif de construction ne pourra excéder de plus de 10 % les montants indiqués ci-dessus.

(*) : On entend par coût global, le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état y compris honoraires. Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût global des travaux tous corps d'état TTC y compris maîtrise d'œuvre, n'est pas supérieur à **1 000 000 €**

Il n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

La présente attestation est valable jusqu'au 1er mars 2013 et ne peut engager l'assureur en dehors des limites qui conditionnent l'application du contrat et au-delà desquelles l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Fait à **GUINGAMP**, le 25 juin 2012
L'AGENT GENERAL PAR DELEGATION

Activités "Travaux" réalisées dans le domaine du Bâtiment (suivant la nomenclature FFSA d'activités des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics) et des travaux publics :

Activités "travaux" réalisées dans le domaine du Bâtiment

- CHARPENTE ET STRUCTURE METALLIQUE

Activités couvertes :

- Charpente et structure métallique (13)

Activités exclues :

- Charpente et structure métallique d'une portée supérieure à 20m ou hauteur supérieure à 10m
- Structures et couvertures textiles - Structures métalliques tridimensionnelles
- Montage levage pour compte d'autrui

- CLOS ET COUVERT

Activités couvertes :

- Couverture (14) Menuiseries extérieures (18) Bardages de façade (19)

Activités exclues :

- Etanchéité de toiture et terrasse (15)
- Calfeutrement, protection, imperméabilité et étanchéité des façades (17)
- Structures et couvertures textiles (21)
- Etanchéité liquide coulée et/ou mousse projetée in situ
- Etanchéité et imperméabilisation de cuvelages, réservoirs et piscines (16)
- Verrières de superficie supérieure à 100 m²
- Façades rideaux (20)
- Isolation thermique par l'extérieur, plâtrerie avec travaux extérieurs

- DIVISIONS - AMENAGEMENTS

Activités couvertes :

- Menuiseries intérieures (22) Plâtrerie - Staff - Stuc - Gypserie (23) Serrurerie - Métallerie (24) Vitrerie - Miroiterie (25) Isolation thermique - Acoustique - Frigorifique (29)

Activités exclues :

- Parquets pour sols sportifs
- Planchers surélevés
- Isolation thermique ou acoustique intérieure par insufflation ou projection, hors isolation anti-vibratile
- Isolation d'installations frigorifiques
- Miroiterie réalisée en vitrage extérieur collé (VEC) ou vitrage extérieur agrafé (VEA)
- Verrières de superficie supérieure à 100 m²

- Agencement de laboratoires
- Isolation thermique par l'extérieur, plâtrerie avec travaux à l'extérieur
- Traitement acoustique de salles, studio - Isolation anti-vibratile
- Ascenseurs (36), monte-charges, monte-personnes, escaliers mécaniques

Montants de garanties et franchises (sous réserve des dispositions du chapitre III des conditions Générales)

Garanties	Montant de garantie	Montant de franchise
Dommages sur chantier	Montant unique pour l'ensemble des garanties, par année d'assurance	Par sinistre
- Effondrement des ouvrages (art 2.1) - Autres dommages matériels aux ouvrages (art 2.2) - Dommages matériels aux matériaux (art 2.3) - Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires (art 2.4) - Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle (art 2.5)	628 692 €	1 572 €
- Catastrophes naturelles (art 2.6)		Franchise réglementaire
Responsabilité civile décennale	Montant par sinistre	Par sinistre
- Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.8)	« A hauteur du coût des réparations » (1)	1 572 €
- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.9)	10 478 196 €	1 572 €
- Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire et limitée à l'atteinte à la solidité (art 2.10)	523 910 € par sinistre et 838 256 € par année d'assurance	1 572 €
Responsabilités connexes	Montant unique pour l'ensemble des garanties, par année d'assurance	Par sinistre
- Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire (art 2.12) - Dommages immatériels consécutifs (art 2.15) - Dommages matériels aux existants par répercussion (art 2.14) - Dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance (art 2.13)	628 692 €	1 572 €

Responsabilité civile du chef d'entreprise (art 2.17)	Limite de garantie		Montant de franchise
Garanties Tous dommages confondus y compris les extensions spécifiques : Mise en conformité (art. 2.17.3.1) Frais financiers en cas de référé provision (art. 2.17.3.2) Négoce et vente de matériaux de construction (art. 2.17.3.4) Travaux non constitutifs d'ouvrages (art. 2.17.3.5)	Montant par sinistre	Montant par année	Par sinistre
- Avant réception	7 858 647 €		1 572 €
- Après réception	6 286 918 €	6 286 918 €	1 572 €
Dont avant/après réception			
- Dommages matériels	1 571 729 €	1 571 729 €	1 572 €
- Dommages immatériels	209 564 €	419 128 €	1 572 €
- Dommages de pollution	785 865 €	785 865 €	1 572 €
- Faute inexcusable	1 047 820 €		1 572 €
- Défense recours	20 956 € par litige		1 572 €
- Extensions spécifiques (art. 2.17.3.1, art. 2.17.3.2)	Mêmes montants et sous-limitations		1 572 €
- Protection juridique	Voir annexe 953492 A		

(1) Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)